

Vers le « retour des intellectuels » ?

FRÉDÉRIC LEBARON

Parmi les effets indirects de la grande crise mondiale commencée en 2007, les changements plus ou moins marqués au sein du champ politique commencent à être abondamment décrits : « révolutions arabes », montée de l'abstention et des partis et courants dits « populistes » en Europe, affirmation des mouvements autonomistes, frémissement électoral encore timide des partis situés à gauche de la social-démocratie, luttes idéologiques croissantes au sein de celle-ci.

Un autre effet de plus en plus évident est le désarroi idéologique des gouvernants, et, plus largement, des sociétés, reflété par le chaos des discours médiatiques, phénomène associé à une crise larvée du monde intellectuel.

En France, on a ainsi vu cette année à plusieurs reprises un premier ministre attaquer frontalement « les intellectuels », en leur reprochant leur « silence » face à la montée des périls, voire leurs compromissions devant les succès électoraux de l'extrême-droite¹.

1. Voir les articles dans *Le Figaro*, révélateurs de l'état – catastrophique – du champ : <http://www.lefigaro.fr/vox/culture/2015/03/20/31006->

Multipliant les surenchères néolibérales et incapables de défendre une autre position que le raidissement et la cécité face à ce qui est décrit le plus souvent comme un afflux incontrôlable de migrants, sans perspective nouvelle sur aucun des grands enjeux du moment, y compris la question centrale du changement climatique, les membres du gouvernement français expriment ainsi leur propre désarroi en se tournant vers ceux qu'ils nomment « les intellectuels », groupe mal défini, dont ils semblent surtout attendre des « réponses » à leurs angoisses préélectorales.

La crise des solutions néolibérales s'intensifie² et laisse place à un sentiment aigu de brouillage idéologique et politique, sur le terrain économique et, peut-être plus encore, au-delà. Des économistes à l'origine plutôt « socio-libéraux » se rapprochent des courants « anti-austérité », tel Thomas

20150320ARTFIG00359-manuel-valls-les-intellectuels-et-l-inculture-triomphe.php

2. La crise grecque est évidemment le paradigme de cette « intensification » des réponses qui échouent, sans doute typique des situations de changement global. Voir les échanges verbaux très vifs entre Krugman et Schäuble, révélateurs d'une dégradation : <http://www.cnbc.com/2015/07/20/whos-winning-on-greece-krugman-or-germany.html>

Piketty, devenu récemment conseiller de Podemos et du Labour « nouveau » (l'opposé du « New Labour ») désormais dirigé par le socialiste marxiste Jeremy Corbyn. Des économistes de gauche, comme Jacques Sapir, proposent une alliance des « souverainistes des deux rives » face à l'eurolibéralisme, jusqu'à évoquer la nécessité d'une évolution future des relations hostiles de la gauche avec le Front National. Les intellectuels médiatiques français, de plus en plus conservateurs et réactionnaires, se lancent dans une nouvelle surenchère de prises de position régressives sur la nation, l'immigration et l'Islam, toujours présentées comme des rébellions face au *politically correct*. Celui-ci serait incarné par l'europanisme abstrait de la Commission européenne, des gouvernements et des médias, qui pourtant ne cessent de leur donner la parole. Certains d'entre eux, devenus de farouches partisans de l'Alliance Atlantique et va-t-en-guerre patentés, tentent de se refaire une virginité humaniste en appelant l'Europe à s'ouvrir plus aux réfugiés des guerres qu'ils ont contribué à provoquer, notamment en Libye, et qu'ils incitent à poursuivre un peu partout, en premier lieu en Syrie. Cela bien sûr sans accompagner leur vœu pieux d'aucune revendication s'agissant de l'État social déliquescents en Europe.

Un climat pesant s'affirme chaque jour un peu plus. Il fait apparaître à certains un pape sud-américain plus nettement acquis à la cause des « damnés de la terre » que ses prédécesseurs comme un dangereux « marxiste » (même s'il ne semble pas en mesure de faire beaucoup évoluer la doctrine de l'Église sur la plupart des sujets, homosexualité et famille en premier lieu). Dans des socié-

tés européennes largement incapables de se penser comme autre chose que des zones de grande richesse, mal acquise et mal répartie, menacées par le monde environnant, où la seule recherche de la compétitivité, la concurrence interindividuelle et intergroupe règlent désormais les comportements sociaux, les idéaux progressistes semblent chaque jour un peu plus fragiles.

C'est dans les périodes de crise, pourtant, que se révèlent à la fois les enjeux, les « solutions » et les acteurs susceptibles de les incarner. La situation présente appelle ainsi, sans aucun doute, un « retour des intellectuels ». Mais, contrairement à ce qui s'est instauré comme la norme au sein de l'ordre néolibéral, les prises de position superficielles dont se satisfont ponctuellement les commentateurs médiatiques et qui nourrissent une chronique cyclique et sans saveur, ne sont pas d'une grande utilité.

Plus que jamais, les intellectuels doivent, selon le mot de Michel Foucault, être des « intellectuels spécifiques »³, ce qui signifie travailler à accumuler humblement, dans leurs champs respectifs, des connaissances cumulatives qui seules pourront permettre d'agir avec une quelconque efficacité. Car la crise de l'ordre néolibéral exprime aussi celle de savoirs parcellaires, déformants, biaisés, ceux d'une certaine science économique, et de discours à prétention intellectuelle superficiels et narcissiques, de plus en plus inaptes à fournir des repères et des moyens d'action solides.

3. Cf. Laurent Dartigues, « Une généalogie de l'intellectuel spécifique », *Astérior* [En ligne], 12 | 2014, mis en ligne le 30 juin 2014, consulté le 03 octobre 2015. URL : <http://asterion.revues.org/2560>

À la fin du dix-neuvième siècle, face à la honte d'une condamnation dictée par un ordre social et politique lui-même bâti sur la vieille idéologie nationaliste et antisémite des élites françaises, des « intellectuels », c'est-à-dire des chercheurs, des professeurs, des artistes se sont levés pour agir collectivement⁴. En liaison avec le mouvement socialiste et républicain d'alors, mais de façon autonome, ils ont créé des organisations (la Ligue des droits de l'homme, en particulier), publié des tribunes et des appels, nourri de pensée critique les débats au sein des familles et des institutions. Ils se sont « engagés » dans les luttes politiques de leur temps, et c'est cette forme d'engagement qui est restée jusqu'à aujourd'hui un modèle implicite pour tous les (vrais) « intellectuels ».

Face à la « nation » définie par de douteux contours biologiques, les intellectuels sont nés de la conjonction d'une révolte universaliste et humaniste et d'une conscience sociale et politique aiguë, souvent malheureuse face à la réalité des trahisons de leurs idéaux (exploitation, domination, colonialisme, autoritarisme, sexisme, etc.). Sans la révolte, la conscience sociale et politique, de plus en plus amère, risque aujourd'hui de justifier le rejet total d'une « certaine idée » de l'Europe – un idéal universaliste de paix, de démocratie, de tolérance et de justice, en somme une autre forme de la devise républicaine « liberté, égalité, fraternité » <<- que ses institutions bafouent chaque jour. Sans la conscience sociale et politique, l'universalisme restera le simple masque de toutes les hypocrisies occidentales, et du déni de l'in-

justice mortifère du système économique et social mondial, sous sa forme contemporaine de capitalisme financier, productiviste et d'ordre patriarcal inique.

Alors, faut-il un « retour des intellectuels » ? On ne ressuscitera ni Zola, ni Durkheim, ni Beauvoir, Sartre, Foucault ou Bourdieu⁵. Pourtant, c'est bien en se ressourçant au meilleur de ce qu'ils nous lèguent que nous devons aujourd'hui « reprendre le flambeau » : ne pas répondre aux injonctions à courte vue d'acteurs politiques plus ou moins discrédités, ne pas s'enfermer dans des « frontières » symboliques quelles qu'elles soient (la planète et le monde sont et resteront nos horizons de référence, l'internationalisme notre cadre), militer pour une transformation radicale de l'ordre économique et social dans le sens de plus d'égalité et de justice, et un changement non moins radical de l'ordre patriarcal dans le sens de la liberté maximale des choix de vie de tout-e-s. En somme, promouvoir un universalisme « concret », vivant et pratique, engagé non dans des textes prophétiques, mais dans des actions quotidiennes significatives, et dans la poursuite rationnelle et pragmatique de projets politiques et sociaux crédibles à moyen et long terme.

La crise des intellectuels est aussi, ne l'oublions pas, une crise politique et

5. Et sans aucun doute est-ce finalement « mieux », si l'on promeut jusqu'au bout une conception durkheimienne, donc « collective », de l'intellectuel : Louis Pinto, *Le collectif et l'individuel. Considérations durkheimiennes*, Paris, Raisons d'agir, « Cours et travaux », 2009. Voir aussi Frédéric Lebaron et Gérard Mauger, « Raisons d'agir : un intellectuel collectif autonome », *Journal des anthropologues* [En ligne], 77-78 | 1999, mis en ligne le 01 juin 2000, consulté le 04 octobre 2015. URL : <http://jda.revues.org/3089>.

4. Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels ». 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990.

organisationnelle. Face à la faiblesse des organisations politiques, syndicales, associatives, militantes en général, en France tout particulièrement, l'engagement signifie aujourd'hui une implication – il est vrai plus « ascétique » qu'« hédoniste » – dans les enjeux collectifs et démocratiques à tous les niveaux. Elle ne peut prendre tout son sens qu'au nom des valeurs universalistes évoquées à l'instant, mais elle devrait aussi avoir pour principe la nécessité de « rendre des comptes », de rechercher à la fois le maximum de démocratie et d'efficacité pratique dans le fonctionnement des collectifs, loin donc des satisfactions narcissiques individuelles sans lendemain et le plus souvent sans effet (prix, notoriété, visibilité, etc.). Renforcer les organisations par son engagement devrait ainsi apparaître comme une évidence, ce qui est loin d'être le cas, les déceptions suscitées par l'implication dans les collectifs justifiant à dates régulières le retrait et l'individualisme distancié, un peu comme ce fut le cas pour beaucoup dans les années 1930⁶, ou à partir de la deuxième moitié des années 1970 pour bon nombre de jeunes intellectuels⁷.

Il est vrai que l'engagement dans des collectifs apparaît souvent comme porteur d'une contradiction pour les chercheurs ou les artistes, attachés plus que tout aux valeurs d'autonomie, à la libre conquête de la vérité et de la recherche du sens. Le deuxième « mot d'ordre », toujours nécessairement lié à celui de l'engagement dans un collectif, devrait donc être de ne jamais céder d'un pouce sur le principe d'autonomie, et même, au contraire, d'en faire l'une des pierres de touche de l'engagement moderne. S'impliquer dans une association, un syndicat, un parti politique, loin de signifier un renoncement à ses valeurs professionnelles et à son éthique personnelle, aurait au contraire pour condition de réussite de les porter et les promouvoir au-delà de sa communauté de pairs et de proches, comme ce fut le cas, par exemple, sous l'occupation ou dans d'autres périodes critiques⁸. Il est probable que ces propositions, pour l'instant trop abstraites, prennent une signification un peu plus concrète dans les mois et les années qui viennent, face à des menaces désormais palpables et à la nécessité d'une nouvelle forme de résistance dans des temps troublés. ■

6. On pense bien sûr à Jean-Paul Sartre, tel qu'il s'auto-décrit avec beaucoup de justesse et de distance, dans ses *Carnets de la drôle de guerre* (Paris, Gallimard, 1983)...

7. Renvoyons ici, pour un modèle général, à Albert O. Hirschman : *Exit, Voice, and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, MA, Harvard University Press (traduit en français par *Face au déclin des entreprises et des institutions*). Les témoignages de désenchantement post-militant abondent en France et ont nourri le « retournement idéologique » des années 1980 : voir Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Marseille, Agone, 2014.

8. Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, 1, p. 8-31.